

RENCONTRES 2001 - DÉDAT PUBLIC - VENDREDI 9 NOVEMBRE TERRITOIRES ET ACTIONS CULTURELLES ET ARTISTIQUES

Territoires, démolition, transformation

**Deux projets de la Cie Ilotopie : autour du plan d'Aou à Marseille et PLM
(Palace à Loyer Modéré) à la Castellane**

Liste de participants

Bruno Schnebelin/Cie Ilotopie

Françoise Léger/Cie Ilotopie

Chantal Deckmyn/Sociologue, architecte

**Olivier Brochard/Chef du Département Intégration Urbaine –Délégation
Interministérielle à la Ville (DIV)**

Anne Quentin/Journaliste, animatrice de ce débat.

PRÉSENTATION de la Cie Ilotopie

- Anne Quentin :

Je voudrais rapidement vous présenter la Cie Ilotopie , une des plus reconnues en France et à l'étranger, co fondée et dirigée par Bruno Schnebelin et Françoise Léger.

C'est un collectif d'acteurs sculpteurs, musiciens, chercheurs scénographes... qui invente depuis vingt ans des voies artistiques étonnantes à travers la ville et proposent ce qu'on pourrait appeler des moments de vie à un public qu'ils aiment savoir aux antipodes de l'abonné culturel, figure classique de l'utilisateur du théâtre.

Leurs propositions sont vraiment faites pour l'espace public ; ils envahissent des sites qu'ils reconstruisent pour proposer leur univers à eux, inventent sans cesse des formes qu'ils aiment non repérables voire "innommables", comme ils disent, et provoquent dans les parcours-spectacles souvent controversés. Ce fut le cas de L'amour toute une nuit, ou Cachots/cachotteries, leur dernière création, ou même PLM, cette expérience qu'ils ont mis quatre ans à faire aboutir, dans laquelle ils proposent aux habitants d'un HLM de vivre une semaine dans un palace 5 étoiles à Marseille ... Les propositions sont provocantes, il est normal qu'elles choquent.

Je vais passer la parole à Bruno Schnebelin et Françoise Léger, pour qu'ils nous en disent un peu plus sur ce qu'ils sont, et comment ils en sont arrivés à ces deux expériences.

- Bruno Schnebelin :

Nous ne sommes pas vraiment une Cie installée dans l'urbanité, puisque nous sommes installés dans une petite île de la Camargue, justement pour se protéger de cette "espèce de ville mal étalée sur le territoire" et puiser dans cet endroit la force pour arriver à faire des interventions dans l'espace urbain. Quand j'habitais Paris, j'avais le sentiment que la ville me mangeait et qu'il fallait trouver du recul pour se recharger après avoir dépensé de l'énergie dans cette urbanité là ; Ilotopie est née sur cette petite île, avec le projet de "vendre du désordre à des collectivités", sous forme de petits spectacles avec un mélange de sociologie ; j'ai, au départ, en 1979, passé des petites annonces à des villes pour leur proposer d'acheter du désordre ; je voulais faire passer mes

idées sur cette société, en trahissant peut - être un peu le politique auquel je piquais de l'argent, mais dans le but de le partager avec des concitoyens autour d'un acte artistique rassembleur.

La Cie s'est agrandi avec des gens venant des arts plastiques, du théâtre, mais aussi avec des soudeurs, des infirmières... Nous sommes actuellement 15 ; nous ne faisons pas vraiment du théâtre puisqu'on recherche en permanence ce qu'on pourrait faire, autour d'un travail thématique en collectif, sous quelle forme et comment le faire partager avec quel public ?

Dans ce cadre là on fait de la sculpture, de l'architecture, du théâtre, des performances, en nous interrogeant sans cesse sur quel mode d'échange choisir : frontal ? Sur une avenue, dans un bus ?... On travaille dans différents types d'espaces, dont des grands ensembles, et on a fini par être repérés comme des gens qui pourraient servir d'interface entre un pouvoir, une structure et une micro population... C'est une façon d'introduire comment ça c'est passé pour le plan d'Aou, localisé sur une colline au nord de Marseille, avec des barres et des tours en plein courant d'air et des zones pavillonnaires sur le flanc de celle ci ... Je vais donner la parole à Françoise qui va expliquer le contexte de cette opération.

- Françoise Léger :

Celle du plan d'Aou s'est déroulée en 1989 et celle du PLM en 90 ; ce furent des expériences emblématiques pour la Cie et pour l'histoire des arts de la rue, expériences très fortes et dans le relationnel avec le public et dans le sens du sujet .

Le premier projet s'est monté en 15 jours à la demande du directeur du centre social, un mois avant les élections, une sorte de réponse détournée à un projet de démolition fait dans l'urgence ; c'était un signe du politique aux électeurs avec l'idée d'une fête pour faire avaler cette destruction ; ils avaient même pensé à un défilé de mode ! Nous avons, bien évidemment, proposé quelque chose de tout à fait différent et je crois que c'est parce qu'il y avait extrême urgence que notre projet est passé .

La volonté du politique était de déclarer Plan d'Aou insalubre : il y avait sur place une entreprise de récupération de métaux qui payait les gamins pour leur faire arracher des tuyauteries : une perversion extrême !

Nous avons été voir le lieu qui m'est apparu comme une place- forte moyenâgeuse, sans même plus d'éclairage public et avec encore des habitants dans cette barre 15 jours avant la démolition !

Pour nous, c'était comme faire une brèche dans les remparts ; on a appelé le projet "la boule et la barre". On a voulu partir de l'idée que ce drame était comme la mise à mort du bâtiment et de mettre en scène ce drame, afin de permettre aux habitants de faire un travail de deuil (en travaillant sur les différents codes culturels du travail de deuil) ; il était difficile de concilier le travail avec les habitants et celui avec les médias et le politique : ce qui fait qu'on a prévu une première soirée pour les habitants sous forme de veillée funèbre et l'après midi du lendemain pour le politique.

La veillée du bâtiment s'est déroulée avec participation des habitants qui ont fait un méchoui et nous, la mise en scène avec des bougies à chaque fenêtre, le bâtiment cerné de peinture noire, des écrans aux fenêtres sur lesquels se déroulaient des scènes de vie : beaucoup de convivialité et d'émotion.

La journée du lendemain commençait par un acte symbolique : le premier coup de pelleuse donné par Vigouroux, assis sur les genoux de l'ouvrier aux commandes de l'engin ! On avait placé à l'intérieur du bâtiment des sacs remplis de liquide rouge qui devait se déverser comme si le bâtiment saignait !

Quand ils se sont rendus compte de ce qui allait se passer ils ont tout fait pour arrêter le processus, mais il était trop tard ! Ils nous en ont beaucoup voulu, mais je crois que cette mise en scène a finalement protégée contre l'éventualité d'un affrontement car les habitants étaient très remontés contre cet acte de démolition et qu'en plus il y avait des bagarres entre les staffs des candidats politiques PS et PC : les vrais loubards, cette après midi là, c'était les politiques !

Quant au PLM, c'est un projet de la Cie qui a cherché des partenaires pour le faire aboutir.

c'est parti d'une idée toute simple : offrir du luxe pendant un temps éphémère à des habitants d'un quartier populaire en installant un hôtel palace au sein du quartier.

Ce projet a obtenu une subvention du Ministère de la Culture, mais nous avons eu beaucoup de mal à trouver des partenaires de terrain : politiques, sociaux, logeurs. On a jeté notre dévolu sur la cité de la Castellane, cité de 4000 habitants dans les quartiers Nord de Marseille....

- **Bruno :**

Oui, on a fini par obtenir un accord du Maire car le budget demandé était de 50 000 F et il ne savait pas qu'il y avait 800 000 f derrière, donc un projet très conséquent.

- **Françoise :**

Comme il y avait beaucoup d'adversité pour convaincre les partenaires, nous sommes allés sur place commencer à préparer le projet du palace devant 2 bâtiments au centre de la cité et ainsi on a tissé des liens avec les habitants.

- **Bruno :**

Il nous fallait aussi trouver une télé pour qu'on puisse passer au Journal de 20h afin de valoriser l'opération et qu'elle ne soit pas assimilée à une opération socioculturelle. Nous avons choisi TF1 et l'équipe de cameramen ont logé dans le bâtiment pendant tout le déroulement de l'opération

- **Françoise :**

Je crois que la télé a aussi aidé au jeu : c'est comme si on tournait un film tous ensemble : les acteurs de la Cie avec les habitants.

Après le visionnement du reportage de l'opération par TF1

PRÉSENTATION des opérations

- **Anne Quentin :**

J'ai envie de revenir sur les 2 projets qui mettent en tension des choses très contradictoires : permettre de faire le deuil de la barre qui représente quelque chose de très fort au niveau du vécu, mais est en même temps un symbole urbanistique assez détestable . J'aimerais savoir comment le geste artistique s'empare de ça et quelle trace il attend de ce qu'il a fait ?

- **Bruno Schnebelin :**

Ce n'est pas le problème de la démolition en soi, mais des circonstances autour et de l'irrespect vis à vis des habitants qui nous à fait agir en acceptant ce projet afin d'aider un temps soit peu à une révélation. Dans l'opération PLM, c'est une autre histoire : on a été très agressés par la bourgeoisie marseillaise qui trouve qu'on ne doit pas jouer avec le luxe et qu'il y a dans les quartiers des professionnels qui sont là pour s'occuper des gens : on a eu ce sentiment désagréable qu'on était là comme pour leur piquer leurs pauvres, mais c'était

notre choix que cette opération soit un parachutage, c'était un acte de violence

....

- Françoise Léger:

Pour nous, démolition réhabilitation ce n'était que des prétextes à faire des actions artistiques avec l'objectif de se demander de quelle manière un relationnel fort pourrait avoir lieu entre les comédiens et les habitants... La démolition certes a eut lieu, quant à la réhabilitation elle était si hypothétique que quelque part on a été, nous, plus crédibles !

- Bruno :

La relation qui se tisse avec les habitants est très différente que celle qu'ils ont avec les travailleurs sociaux au niveau relationnel, puisqu'on fait quelque chose d'éphémère et qu'on était tout le temps de l'opération avec eux...

- Anne Quentin :

Quand je parle de trace, je veux dire qu'on voit bien, dans le film, la joie des habitants mais aussi l'interrogation, une réserve, de la déception aussi, face à ce rêve qui s'évanouit ; vous attendiez-vous à cette réaction, ou plutôt à quoi vous attendiez-vous qui reste chez les gens ?

- Françoise :

J'ai envie de dire que la trace concerne l'émotionnel de chacun, que ce n'est pas à nous d'y réfléchir.

Il y a eut des portraits des habitants dans le palace avec le personnel joué par les comédiens. En ce qui concerne les suites, on a pu se rendre compte à quel point il y avait un besoin de lieu de rencontre entre les différentes communautés, autre qu'un centre social ; une association de quartier s'est créée à la suite de cette opération, sur le dynamisme d'un jeune du quartier, Mourad, qui au début était contre notre projet, mais il n'y a pas eu de médiateurs pour reprendre cette histoire qui s'est épuisée.

- Bruno :

Est-ce qu'on poserait cette question à des gens qui sortent de l'opéra Garnier, en quoi le spectacle a changé leur vie ou quelle trace il a laissé ?

- Anne Quentin :

Ces spectateurs, même s'ils sont abonnés, ne sont pas locataires de l'opéra ; vous ne pouvez pas nier qu'on sent une certaine ambiguïté qui est là, et c'est normal ...

- Bruno :

Il s'agissait d'un simulacre partagé ; tout le monde en était conscient ; ils ne s'agissait pas de changer la vie des habitants...

- Françoise :

Je crois qu'ils ont compris le projet, n'ont pas été dupes et ont joué le jeu ; les problèmes sont venus peu à peu sans qu'on se rende bien compte, car on était dans l'émotionnel ; ils ont été de deux ordres : le fait qu'on soit sur le territoire des travailleurs sociaux, avec un budget d'indépendants et aussi que cela n'ait pas été une oeuvre restituée au grand public ; mais on ne voulait surtout pas que le public débarque de tout Marseille comme pour voir le zoo... Mais c'est vrai qu'il y a eut une certaine frustration, alimentée par toutes les rumeurs. Quand on a senti que le jeu était bien installé entre les habitants et les comédiens, on a fait, vers la fin, un apéro avec les habitants et les partenaires marseillais.

- Anne Quentin :

J'aimerais donner la parole à Chantal Deckmyn, car cela interroge la manière dont on traite nos périphéries, la manière dont le politique, le social se sont

emparés de cet urbanisme là : que pouvez-vous dire de cette ville là, ou de cette insuffisance de ville ?

- Chantal Deckmyn :

C'est une privation de ville.

Ce qui est intéressant dans les deux projets c'est que c'est une mise en évidence : ça fait ce qui manque d'habitude : on fait honneur aux gens et ont fait une mise en scène qui est celle du théâtre de la vie que l'espace public justement permet, en tant qu'espace tiers, transitionnel qui permet que les gens aient des relations entre eux. Ça, ça n'existe plus du tout dans les cités.

Tout à l'heure Bruno disait que la campagne n'existe plus vraiment, mais je dirais que l'urbain non plus : il est en train de se désagréger comme se détériorent l'espace privé et l'espace public en devenant un espace institutionnel, ce qui n'est pas la même chose !

- Anne Quentin :

Justement, comment définiriez - vous l'espace urbain ?

- Chantal Deckmyn :

Ce que met en évidence l'opération plan d'Aou, c'est qu'on peut tranquillement démolir un immeuble qu'on dit être méchant aujourd'hui et le phénomène même qui a présidé à sa construction : c'est le principe de la table rase : il a été construit sur rien, donc on peut le détruire ; c'est très dur pour les gens de leur dire qu'ils ont habité sur un truc dégueulasse, et ça fait peur à ceux qui sont autour puisqu'ils habitent le même type de bâtiment, et ça montre qu'on peut l'enlever et que ça ne change rien à la figure : on le remplace, sinon la ville ne tient pas, puisqu'elle n'est faite que de vides, de creux et de pleins qui se tiennent les uns les autres : la ville est tissée par ce lien qui sont les espaces vides qui ont une forme de contenants : une place, une rue avec un nom ; mais ici, il n'y a plus de tissage : c'est un espace amorphe qu'on peut agrandir, rétrécir, puisqu'il n'a pas de forme....

Ce qui se montre dans la démolition c'est que c'est un projet qui vient de l'extérieur et qui peut résoudre un problème ; on ne sait pas faire autrement que de faire quelque chose ; la Cie Ilotopie a réussi à remettre en place un rez de chaussée, une porte, alors qu'avant on ne parlait que d'une cage d'escalier : c'est important, car ils restituent ainsi quelque chose de l'ordre de la mise en scène de la ville.

- Anne Quentin :

Oui, mais ils le restituent de manière éphémère ; devrait-on, selon vous, garder ces quartiers comme ils sont ?

- C. Deckmyn :

Non, ni démolir ni les garder tels que ; la réponse est très complexe, elle serait d'arrêter les projets, de laisser faire.

Là, on est dans des sortes de casernes, gérées par une institution ; ça reste en état, puis ça se dégrade ; et comme ça coûte très cher de remettre en état, de transformer, on ne sait que démolir. Si on laissait la ville se faire il faudrait que les espaces soient des espaces privés et des espaces publics, alors qu'ils ne sont ni l'un ni l'autre, et qu'il y ait ce débat de l'espace public possible, et cette bagarre de l'espace privé possible avec l'espace publique, et entre les espaces privés ; il faudrait, qu'il y ait une possibilité pour les gens d'avoir leurs initiatives ; pour cela il faudrait qu'ils soient des citoyens et non des locataires : on leur attribue un logement invivable, dans lequel ils arrivent quand même à vivre, et après ont leur dit qu'ils ne sont pas responsables ! Ils ne peuvent pas être responsables puisqu'ils ne sont pas habitants, qu'ils n'ont pas choisi d'habiter là

: être logé c'est passif ; ils sont dans des conditions qui les empêchent de vivre normalement : il faut arrêter d'empêcher !

- Anne Quentin :

Olivier Brochard, vous représentez une institution, en charge de ces problèmes de la ville ; êtes - vous d'accord avec la définition de C. Deckmyn sur la "réhabilitation "des quartiers, s'y j'ose dire, et quel regard portez - vous sur un geste artistique qui porte la plume dans la plaie, quand même ?

- Olivier Brochard /DIV :

Je suis en accord sur beaucoup de points avec C. Dyckmyn, et on voit bien, à travers ces deux expériences, que ces gestes artistiques ont une capacité à dénoncer l'insupportable ; je crois beaucoup au geste artistique visionnaire et je dois dire que vous aviez 10 ans d'avance sur les politiques publiques, et je tiens à saluer ce travail artistique et cette ingénierie culturelle. Maintenant, comment raccrocher aujourd'hui à ce qui est dénoncé tant sur l'opération Plan d'Aou que sur celle de PLM où l'on se rend compte de la mise en exergue des écarts énormes et des injustices flagrantes que vivent ces quartiers . Je peux faire un parallèle avec ce que la politique de la ville entreprend aujourd'hui, et comment chaque point se connecte avec ce que la ville entreprend dans le cadre des nouveaux contrats de ville.

Prenons l'exemple. de la participation des habitants : aujourd'hui s'enclenche réellement le passage entre le statut de spectateur et celui d'acteur pour les locataires...

- Anne Quentin :

Je suis un peu étonnée, car je ne trouve pas que ces artistes soient visionnaires : ils sont dans un geste artistique et ne font pas le même travail que la Ville ou les politiques : cette situation qu'on connaît des habitants qui ne sont pas acteurs de leur situation, de la manière dont sont conçues et entretenues les tours, ce n'est pas une révélation, c'est politiquement connu... A quel moment, vous, le politique, vous vous saisissez de cela, j'ai un peu l'impression que vous faites de la récupération ?

- O. Brochard :

Je vais préciser ma pensée : sur PLM, on voit une qualité de service apportée aux locataires, la meilleure qui soit ; or, en 98 le Premier Ministre a annoncé que dans tous les contrats de ville il y aurait un volet de gestion urbaine de proximité, qui n'est autre que la qualité de service apportée aux locataires : on voit le lien entre PLM 90 et comment est prise en compte aujourd'hui cette notion d'obligation de réveil des institutions, dont les bailleurs sociaux. Ce volet pose aussi des questions sur la redistribution foncière et sur la lisibilité de l'espace privé et de l'espace public, que vous n'aviez pas à la Castellane : on essaie de l'introduire sur tous les contrats de ville en demandant très clairement que là où il y a une vocation publique de l'espace ce soit du foncier municipalisé avec tous les services que cela entraîne (jardinier, gardien, éclairage etc.) et qu'il n'y ait plus de systèmes économiques injustes.

Sur les démolitions, c'est différent : il a fallu une circulaire en 98 du Ministère de l'Equipement et du Ministère de la Ville indiquant les conditions dans lesquelles ont allait subventionner ces opérations de démolition des logements sociaux mais c'est avant tout la question du plan social de relogement qui est prise en compte ; ce qui s'est passé à la Castellane est scandaleux ; toute la question du renouvellement urbain tel qu'on l'entend aujourd'hui dans les Grands Projets de Ville c'est de redonner de l'estime et de la dignité aux populations, et c'est un travail colossal à engager, mais je trouve que la Cie l'otopie a montré l'exemple.

Il reste effectivement, après ça, la question de l'appropriation des institutions : votre proposition était l'initiative habitante et là, il manque une très forte articulation et appropriation par les institutions, mais ça se contractualise . Chaque partenaire doit dire ce qu'il fait où et comment et l'ensemble de ces partenaires forme une maîtrise d'ouvrage collective qui est un vrai projet social très complexe mais il y a un vide sur les associations sur lesquelles on doit s'appuyer, c'est le gros point faible.

Les contrats de ville sont le cadre idéal pour travailler sur cette maîtrise ; on veut des conventions de gestion urbaine de proximité, des chartes de participation des habitants, des conventions de renouvellement urbain ; ce sont des ingénieries urbaines, culturelles et sociales qui doivent toutes converger vers une amélioration sensible voire une transformation.

- Anne Quentin :

Quels moyens avez - vous pour provoquer ces partenariats ?

- O. Brochard :

Le dernier Conseil Interministériel des Villes a arrêté le principe d'une enveloppe de 50 M. de F pour relancer l'action culturelle dans les contrats de ville ; c'est vrai qu'il fallait réveiller les institutions ; ce qu'a fait PLM, c'est une opération commando d'une remise à niveau d'un standard de service ; nous, on souhaite, sur la base de comités de pilotage, inscrire ces actions culturelles dans un réseau (ce qu'a fait l'lotopie était idéal en inscrivant cette action dans le réseau national télévisuel, cela l'a rendu tout à fait pérenne) et qu'il y ait des productions afin que les habitants aient un retour et que puisse se constituer ainsi une mémoire collective(dans l'opération PLM, il y a aussi eu production, avec ces trois photographes qui permettent de garder la mémoire : cette mémoire qui est extrêmement constitutive de lien social et de l'individu).

- Françoise :

J'aimerais savoir si vous allez réellement donner la possibilité à ces actions commando de se faire. Ce sont les seules qui marchent, car elles fonctionnent sur le relationnel direct, l'acte concret et réel et la brièveté des délais : c'est en cela que nous sommes devenus crédibles auprès des habitants.

- Bruno :

Oui, il faut qu'il y ait un ou deux individus qui puissent donner les clés sur le terrain : là, ce sont les "logés" qui nous les ont données : ce sont les meilleures, mais cela demande d'établir un rapport de confiance et d'échange, sans médiateur... On est très inquiet de cette race récente de médiateur, payé par le politique, qui est le premier qui saute et est donc responsable de l'efficacité des actions qu'il contrôle. On pourrait imaginer des médiateurs au service des artistes et pas du politique, mais c'est rarement le cas... Même s'il y a d'excellents médiateurs, il y a peut - être d'autres moyens d'avoir des clés d'un territoire que par le propriétaire mandaté du trousseau...

- O. Brochard :

C'est difficile de vous répondre, car la politique de la ville est déconcentrée, décentralisée et il appartient donc aux acteurs locaux de vous donner cette marge de liberté qui est tout à fait primordiale... Quant aux actions commando, vis à vis d'une certaine adversité ... Je crois que si j'ai parlé de contractualisation c'est bien qu'il y a plus de dissensus que de consensus ; il y a sur ces territoires des tensions en terme de développement économique et de cohésion sociale ; nous, on fait en sorte de rattraper et de développer sur la base de contrats pour dire qu'il y a du dissensus, donc, vous aurez toujours ce travail là de mise en exergue...

DÉBAT

Geste artistique/contractualisation institutionnelle

- Mme Seutin :

Ce qui m'a un peu chiffonné, dans l'intervention de Mr Brochard, c'est qu'à aucun moment il ne parle de l'importance de la présence humaine quotidienne et irremplaçable - je pense notamment au personnel de l'hôtel- dans le déroulement de l'opération, ce qui est, pour ma part, un atout majeur pour que la réussite de ce projet.

- O. Brochard :

Quand j'ai dit qualité de service, je pense bien entendu à de la présence humaine et pas seulement à la peinture...

- Un Monsieur :

Quand vous avez dit que, lorsqu'il y a déficit de gestion il suffit de remettre la lumière et de nettoyer, pensez - vous qu'un coup de peinture sur de la m.... , ça peut résoudre quelque chose à long terme ? Une ville, ça se fait, ça se défait, c'est ce qui en fait le souffle, alors plutôt que de faire quelque chose sur un amas de détrit, ne vaudrait - t'il pas mieux démolir et mettre en place ces situations sur quelque chose de net que sur du graveleux ?

- O. Brochard :

Depuis 2 ans 17 000 démolitions ont été subventionnées, dont 10 000 de réalisées avec souci de qualité de relogement ; tout ça pour vous dire que le tabou de la démolition est tombé mais ce n'est pas simple en terme de deuil pour les habitants ; toutefois les moyens se mettent en place pour que, lorsqu'il y a ambition territoriale de faire de la démolition reconstruction et du renouvellement urbain, l'état soutienne ces opérations.

-A. Quentin :

Je souhaiterais juste recentrer le débat sur le geste artistique et son sens et vous entendre réagir sur les propositions artistiques défendues par l'lotopie dans le champs social.

- Un Monsieur :

Vous avez parlé de contractualisation et des moyens d'obtenir des partenariats et de travailler sur le dissensus, mais comme c'est dans un cadre imposé, le dissensus de départ est amoindri à cause de cette nécessité de trouver un terrain d'entente, avec souvent des partenaires assez mous et un système de délégation sous contrôle stricte des pouvoirs publics, alors, ne vaudrait - t'il pas mieux qu'il y ait plus de mesures telles que celles d'imposer à chacun d'avoir des responsabilités en fonction de sa place et de les assumer complètement (celle des bailleurs, des organismes et des institutions), plutôt que d'aller vers cet exercice obligé qu'est devenue la contractualisation, qui ne donne pas toujours des résultats satisfaisants ?

Je dis cela parce que la démarche d'lotopie est tout à fait inverse : c'est un projet qui part d'acteurs non institutionnels avec un partenariat qu'ils ont réuni et que ces acteurs ont la maîtrise complète de la réalisation ; ce qui fait que là, ça provoque effectivement des choses.

- Bruno:

C'est vrai que c'est notre indépendance qui nous permettait d'imaginer que tous les scénarios possibles pouvaient avoir lieu, sans que cela n'empêche la réussite de cette opération : personnellement j'aurais presque même aimé que ce décor puisse être incendié, cela n'aurait fait qu'accélérer le processus de réhabilitation, alors que le fait que ce luxe de pacotille qu'on a proposé et qui a

plu à certains, que notre manipulation ait pu fonctionné a été un constat relativement terrible pour moi.

- Françoise :

Personnellement, je crois que personne n'a été dupe de cette imagerie du luxe ; on a pris quelque chose d'immédiatement reconnaissable pour que le jeu démarre vite...

- O. Brochard :

Je crois qu'il s'agit de deux démarches complémentaires : si le geste artistique apporte une création institutionnelle, tant mieux. Personnellement je pense qu'il est heureux que ça n'ait pas cramé, car la violence n'est pas créative , alors que j'ai eu le sentiment que, grâce à cette opération, la population avait retrouvé la confiance, la parole, et c'est ça qui est positif.

-A. Quentin :

Je crois que le geste artistique est plus perturbateur d'un ordre établi que complémentaire d'une autre démarche et que c'est justement parce qu'il touche là où ça fait mal (au risque que ça ait brûlé) que ça peut servir à alerter les pouvoirs publics de façon plus cruciale sur ce qui se passe. Ne serait - ce pas plutôt ça, le rapport entre l'artistique et vous que la complémentarité ?

- O. Brochard :

Je suis juste un peu gêné pour aborder ce débat, car on est sur des quartiers qui subissent de telles contradictions que ce n'est pas en rajoutant du désordre qu'on va tendre à plus d'équilibre ! C'est pour cela que je parle de ces comités de pilotage qui apportent de la logistique sans instrumentation particulière, pour permettre à tous les acteurs d'avoir leur marge de liberté et d'agir en toute indépendance à la réalisation du projet.

- Françoise :

C'est vrai que ce genre de projet est réalisable parce que nous sommes indépendants, mais que ce n'est pas sans conséquence : des politiques nous en veulent encore fortement sur Marseille !

- Un Monsieur. :

Ce qui m'a paru un peu choquant, c'est qu'on ait besoin de ce type d'opération pour se rendre compte des problèmes qu'il y a dans la ville. Quelle que soit la réaction des habitants, je pense que l'essentiel c'est passé, mais je déplore qu'il n'y ait pas eu de relais de la municipalité ou des associations pour reprendre à la racine les problèmes dénoncés ; ne serait - ce que pour ces jeunes au chômage, et qu'on n'ait pas réfléchi en amont sur une suite pour rebondir, au lieu de faire tous ces discours pour justifier l'acte ; je trouve que c'était un peu tronqué : on plie le chapiteau et on s'en va.

- Un jeune homme :

Je voulais savoir si c'était dans votre objectif de contrôler aussi l'appropriation des gens de votre action artistique ?

- Bruno :

Tout cela a été assez difficile : on imagine toutes les sortes de scénarios au départ, et, dans la réalisation, on se heurte à des choses imprévisibles : on a dû monter des spectacles tous les jours à la sortie des classes pour que tous les enfants ne viennent pas envahir l'hôtel, par ex. ; il y a des bagarres au cutter qui peuvent arriver à tout moment et on a du être vigilant pour ne pas que ça dégénère, car il nous fallait absolument maintenir un espace de "paix" de 200 m2, alors qu'il y avait autour des espaces insupportables, alors que dès que les gens entraient dans l'hôtel ils avaient le sourire; c'est peut-être de la manipulation, mais moi aussi j'ai été utilisé : dans l'échange, on est tous dans la trame sociale qui ne nous permet pas d'échapper à être utilisé par l'autre...

- Françoise :

L'appropriation est le seul mode relationnel qui peut être mis en place.

On a essayé de travailler au début avec une association intermédiaire qui devait nous envoyer des jeunes mais ça n'a pas marché, alors que des jeunes du quartier sont venus spontanément fouiner et nous aider et qu'on les a payés pour leur travail. Par ex., je ne sais pas comment ceux qui sont devenus les grooms en habit sont arrivés à le décider : les choses se sont passées de manière sensible et pas du tout volontariste.

- O. Brochard :

Je pense que la manipulation est un phénomène inévitable, mais moi, je dirais plutôt qu'il y a eu co- production entre les différents acteurs.

- Bruno :

Une sorte de jeux de rôle vraiment réciproque.

- Marie Guéret :

Je voudrais faire trois remarques :

- Le désordre revient aux artistes et l'ordre aux institutions.

- Il y a des médiateurs qui savent faire le lien entre l'ordre et le désordre mais aussi d'autres qui savent le faire entre les artistes et les institutions, et c'est tant mieux : car le projet, comme celui d'Ilotopie, le rêve fondamental qui est celui de l'art, n'a de sens que s'il intervient comme objet de transformation sociale : c'est le rôle premier des médiateurs qui, s'ils avaient été là, auraient peut-être permis un impact, une suite plus forte.

- L'intervention artistique dans les quartiers n'a pas attendu la politique de la ville, qui en est même particulièrement absente, et pourtant, il ne peut y avoir transformation sociale sans cette part de rêve. On l'a oublié, on ne donne que des modes d'emploi.

- Bruno :

Ne trouvez-vous pas bizarre que lorsqu'on parle quartier on parle en terme de transformation sociale, alors que quand il s'agit des abonnés de l'opéra Garnier, c'est de la confirmation de leur culture dont il s'agit ?

- O. Brochard :

Pour répondre à la dame, je dirais que c'est une sévère critique, dont je prends acte.

Je voudrais quand même dire que sur le 247 contrats de ville du 12^{ème} plan, 100% parlent de culture, mais seulement 17% ont un volet spécifique culture ; mais 50 % vont avoir un avenant culture et, quand j'ai annoncé qu'il y avait une enveloppe de 50 M F qui allait venir en appui de ces volets culture, vous imaginez bien que c'est aussi l'occasion de dire : "allez y, produisez de l'avenant!"

- Chantal Deckmyn :

Il ne me semble pas que l'ordre soit du côté de l'institution et le désordre du côté de l'artiste : on voit que le propriétaire gestionnaire maintient des désordres locaux et que ce sont les artistes qui restaurent un ordre en faisant ce travail. La question n'est pas celle de la part de rêve qu'ils ont amenée, car ils travaillent sur une dimension symbolique qui est devenue totalement absente. On n'a plus là les éternelles réponses techniques mais enfin une proposition qui instaure, dans la relation entre les gens, des tas de choses de l'ordre du regard, de la distance, des choses qui se sont rétablies dans la structure symbolique de la relation entre les gens et leur espace, aux conditions des gens.

- Bruno :

Il y a beaucoup de choses qu'on n'a pas vu dans le film, des relations émouvantes comme cette dame du quartier qui a demandé au chauffeur de la voiture de luxe, mise à la disposition des gens du quartier pendant l'opération PLM, de l'emmener aux Baumettes où son fils était incarcéré pour montrer aux matons qu'ils étaient des gens bien et qu'ils soignent leur fils en conséquence... C'est des choses de l'ordre du simulacre mais qui ont laissé des souvenirs forts chez beaucoup de gens...

Pas de luxe pour les pauvres ?

- Marie Guéret :

Sur l'idée de luxe que vous interrogez, je pense que votre intention n'était pas de dire que le bonheur se situait là, que ce côté poudre aux yeux ne devait tromper personne, mais on remarque à travers des réactions de gens un espèce de rêve qui se situe dans cette condition bourgeoise : cela n'introduit - t'il pas une envie d'extraction de leur condition qui pourrait poser problème à partir du moment où vous partez mais où eux restent dans cette misère ?

- Bruno :

C'est vrai qu'on a subi des critiques de "faire dans le luxe" alors qu'il aurait été plus utile de s'occuper de loger les gens convenablement plutôt qu'ils n'aient que droit à la fête, mais on les met toujours dans la position de faire de l'utile ; cette opération sur le deuil et le seuil, c'est un supplément d'âme peut-être, mais aurait-il mieux valu passer un coup de peinture sur les bâtiments ?

- Marie Guéret :

Je ne remets pas en question votre démarche, je voulais juste des précisions, car ce reportage peut-être interprété comme "pour vivre heureux, vivons comme des bourgeois"...

- O. Brochard :

On peut poursuivre la parabole du palace, mais quand je parlais de qualité de service, je n'excluais pas le côté festif qui me paraît indispensable. Cette notion de luxe est de pacotille et ce qui est important c'est que l'intervention, elle, soit de qualité, car c'est de qualité que ces quartiers ont besoin.

- C. Deckmyn :

C'est tellement choquant de rapprocher ces habitants en grande difficultés avec le luxe qu'on se focalise là dessus alors qu'il ne s'agit que d'une intervention artistique qu'on place tout de suite sur le plan social ; il y a un amalgame. Si on installait un cirque, qui fait appel aux mêmes références, on ne pleurerait pas sur le fait que le cirque s'en aille et laisse les gens. On est choqué de rapprocher les plus pauvres du plus luxueux.

- Françoise :

C'est vrai que cette question du luxe a permis à des travailleurs sociaux de s'engouffrer dans une critique au premier degré du type "non au luxe pour ceux qui n'ont pas de bifteck, pas de jouissance quand on est pauvre !" Le PC a même distribué des tracts où il était écrit : "Non au luxe pour les pauvres" !

- Marie Charlotte Prudhomme :

Moi je suis éducatrice spécialisée et je suis ravie de vous voir arriver sur nos quartiers ! Luxe ou pas on est tous réduit à la même chose : partager ; démolition, deuil : qu'est - ce qui arrive quand on touche à notre histoire ? je vous dis chapeau ! Cet acte là est artistique, on a besoin de vous et les habitants ont besoin de nous ; l'appropriation passe aussi par ça ; votre fête éphémère apporte le bouton de lumière. Les jeunes qui dealent dans les quartiers veulent d'une certaine manière accéder à la richesse ; avec cette

opération à laquelle ils pouvaient participer ou non, à travers ce luxe, n'ont- t'ils pas touché du doigt à un autre type de relation ?

-Françoise :

Le vrai luxe c'est la qualité de la relation qui s'est instaurée.

- Bruno :

Le luxe c'est le papier doré ; nous ce qui nous intéressait c'est le bonbon.